



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
n° 2019-013 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation
des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga**

Réponses des GRD du SPEGNN

Les GRD des ELD du SPEGNN se sont concertés pour analyser la consultation publique n° 2019-013 et apporter une réponse commune à certaines des questions posées par la CRE, notamment celles portant sur le cadre de régulation tarifaire.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas favorables à la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs.

En effet, l'enjeu lié à la mise en place d'un tel système nous semble faible au regard de la complexité qu'un tel dispositif engendrerait pour les opérateurs, d'autant que nous ne disposons pas de suffisamment d'éléments pour en apprécier la pertinence. En outre, l'opérateur pourrait être tenté d'anticiper ou de reporter des investissements, ce qui ne nous semble pas souhaitable pour la collectivité.

La politique d'investissement d'un opérateur ne doit pas être assise sur une base d'opportunité financière mais bien sur des programmes d'investissements liés à des missions de service public. En l'occurrence, la politique de sécurité industrielle d'un opérateur gazier repose sur un niveau d'investissements élevé qui ne fait pas l'objet d'arbitrages.

Comme nous l'avons déjà indiqué par ailleurs, nous sommes au contraire en faveur du maintien du taux de rémunération en vigueur au moment de la mise en service de l'investissement, et ce sur toute la durée de vie de l'actif, alors qu'à ce jour, la CRE met en œuvre le principe de rétroactivité, qui consiste à appliquer sur l'ensemble de la base d'actifs, le dernier taux de rémunération en vigueur.

Les décisions d'investissement pour le développement des réseaux sont prises sur la base d'une rentabilité calculée en début de projet et constante sur toute la durée d'utilisation de l'actif. Une variation du taux de rémunération des actifs peut remettre en cause la rentabilité de l'investissement ainsi réalisé.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés à la prise en compte au CRCP, pour la période tarifaire ATRT7, des plus-values de cession, au même titre que la couverture des coûts échoués. Cette évolution proposée semble acceptable pour les tarifs transport dans la mesure où elle permettrait d'en faire bénéficier le consommateur final, via le CRCP.

Toutefois, les 2 méthodes proposées dans la consultation publique méritent d'être plus clairement explicitées par la CRE, et notamment sur la base d'exemples chiffrés. En effet, il conviendrait de définir les termes retenus et les valeurs à prendre en compte dans le calcul du montant à recouvrer dans le tarif ATRT.

Ainsi, dans ces conditions et de manière plus générale, les GRD du SPEGNN ne seraient pas opposés à généraliser le traitement des actifs cédés à l'ensemble des tarifs, mais uniquement dans la mesure où les coûts échoués seraient également couverts par le tarif de distribution.

Au-delà du principe évoqué, les GRD du SPEGNN s'interrogent toutefois sur la complexité d'un tel mécanisme au regard des enjeux financiers, qui semblent assez faibles dans la mesure où les cessions d'actifs sont plutôt rares, et ne concernent généralement que l'immobilier.

Question 3 : Etes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7, et approuvent notamment l'harmonisation portant sur le mode d'apurement du CRCP entre les tarifs de transport et de distribution de gaz naturel.

Question 4 : Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Dans notre réponse à la consultation publique du 14 février 2019 relative au cadre de régulation tarifaire, nous avons proposé une période tarifaire de 5 ans au lieu de 4 ans, afin de donner davantage de visibilité au marché. Nous constatons que la CRE semble vouloir rester sur une période tarifaire d'environ 4 ans.

Concernant les principes de l'évolution annuelle du tarif ATRT7, les GRD du SPEGNN n'y sont pas opposés.

Question 5 : Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Les GRD du SPEGNN sont favorables au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE, à l'exception des Systèmes d'Informations.

Comme nous l'avions déjà indiqué dans nos réponses à la consultation publique du 14 février 2019, nous pensons que l'ensemble des coûts relatifs aux Systèmes d'Information des opérateurs doivent faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés.

En effet, l'opérateur ne dispose que d'une visibilité partielle sur les 4 années du tarif et ne peut maîtriser totalement ce type d'investissements, comme par exemple les évolutions réglementaires qui peuvent s'imposer à lui. A défaut, le risque sous-jacent pourrait se traduire par une limitation des développements informatiques pourtant utiles à l'ensemble des parties prenantes.

Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7, hormis celui concernant la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux », qui ne devrait pas prendre en compte les actifs liés aux Systèmes d'Information (cf. question 5 ci-dessus).

Question 7 : Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Les GRD du SPEGNN n'ont pas d'avis sur les évolutions souhaitées par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service appliquée aux tarifs de transport de gaz.

Nous rappelons simplement que les indicateurs permettant de mesurer la qualité de service d'un opérateur doivent être limités en nombre, pertinents et faciles à produire.

Par ailleurs, il nous semble important :

- de garantir, pour chaque indicateur, une symétrie entre bonus et malus,
- de rester raisonnable dans les niveaux de qualité à atteindre et éviter ainsi à l'opérateur de faire de la sur-qualité lorsqu'il a obtenu de bons résultats, du fait du rehaussement systématique de l'objectif à atteindre.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Nous sommes globalement favorables au cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans notre réponse à la consultation publique du 14 février 2019, nous pensons que le mécanisme de guichet smartgrids devrait pouvoir s'étendre à d'autres projets d'innovation. Par ailleurs, la consultation du marché, en début de période tarifaire, devrait se faire sous l'égide de la CRE. Enfin, nous attirons l'attention de la CRE quant aux contraintes liées au suivi annuel des projets, notamment pour des petits opérateurs dans le domaine de la distribution.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Les GRD du SPEGNN n'ont pas d'avis sur le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7.

Néanmoins, nous souhaitons rendre attentive la CRE quant à la valeur du « bêta » intervenant dans le calcul du CMPC, qui doit se situer à un niveau acceptable tenant compte du contexte actuel du secteur gazier à fort risque (PPE, stratégie bas carbone, plans climats...).

.....

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

En préalable, et comme déjà indiqué dans nos réponses aux consultations publiques du 27 mars 2019 relative aux structures tarifaires, nous ne sommes pas favorables à la suppression du terme de proximité car elle serait nuisible au placement de l'énergie gaz. Aujourd'hui, ce terme permet d'éviter des raccordements antiéconomiques sur des réseaux de gaz étrangers (il a d'ailleurs été créé pour éviter ce type de comportement).

Sa suppression conduirait potentiellement à des fermetures ou à des relocalisations d'entreprises ayant opté de s'installer dans les zones leur permettant de bénéficier de ce terme. Les zones où il s'applique sont celles qui ont vu successivement, au fil des années, augmenter leurs termes de transport du fait de la péréquation nationale.

S'agissant de l'adaptation envisagée par la CRE de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription », nous sommes étonnés de ne pas avoir été sollicités en amont de cette consultation publique. En effet, ce sont bien les distributeurs de gaz naturel qui disposent des données permettant le calcul de la modulation pour chaque client à souscription, or leur avis n'a pas été recueilli au préalable par la CRE. Une telle évolution peut impacter les systèmes d'informations des distributeurs, voire entraîner des retraitements manuels de données potentiellement lourds.

A ce stade, les GRD du SPEGNN ne peuvent donc pas se prononcer quant à l'adaptation de la formule de calcul, et préconisent que tous les impacts de cette évolution soient étudiés par l'ensemble des acteurs, tout en veillant à ce qu'elle ne donne pas lieu à des possibilités de contournements. En tout état de cause, nous suggérons de ne pas mettre en œuvre cette modification au 1^{er} avril 2020 afin de pouvoir en poursuivre l'analyse.